



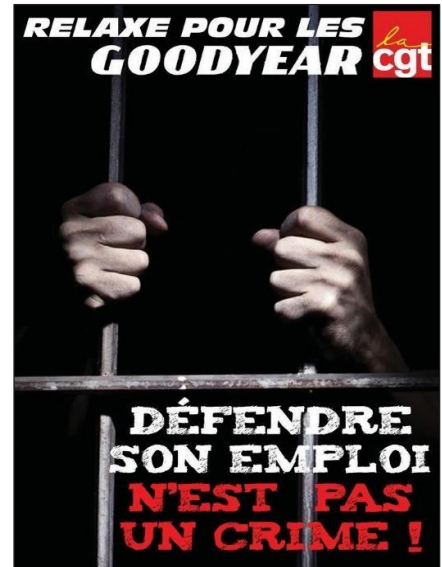
Défendre son emploi n'est pas un crime

Soutien aux salariés de Goodyear

Le 12 janvier, le Tribunal d'Amiens a condamné huit ouvriers de Goodyear à 9 mois de prison ferme pour des faits survenus au cours de la grève contre la fermeture de leur usine. Une condamnation scandaleuse contre laquelle ils ont fait appel !

Une décision politique

- C'est la première fois depuis ½ siècle que des salariés sont condamnés à aller en prison pour avoir défendu leur emploi !
- Alors même qu'en fin de conflit un accord avait été trouvé, que toutes les plaintes avaient été retirées et que les dirigeants de Goodyear avaient reconnu que leur « séquestration » s'était déroulée sans violence.
- C'est le Procureur de la République, représentant de l'Etat qui a décidé de poursuivre ces huit ouvriers et qui a requis la prison ferme. Une décision politique, qui n'a rien à voir avec la justice. M. Valls ne lui avait-il pas donné son feu vert, quelques semaines plus tôt, en traitant les salariés d'Air France de voyous ?



2 poids, 2 mesures

- Quand le patron du Leclerc de Montbéliard séquestre des salariés dans la réserve pour échapper au contrôle de l'Inspection du Travail aucun Procureur de la République ne demande une condamnation à de la prison ferme.
- Quand d'autres professions provoquent des dégâts autrement plus importants, aucun représentant du gouvernement ne porte plainte ou ne demande de prison ferme !
- Quant aux voyous en cols blancs, les Cahuzac et Thévenoud, ils sont traités avec déférence et considération, et restent dans les coulisses du pouvoir.

Mais les Goodyear ont le tort d'être ouvriers, sans grade, et grévistes pour leur emploi !

La volonté de faire un exemple

- Combien de fois en 1936, en 1968 ou dans d'autres grèves les salariés ont été obligés d'occuper leurs usines et de séquestrer les dirigeants pour être enfin entendus, et pour faire avancer nos droits à tous ?
- Aujourd'hui, pour le gouvernement, il s'agit de faire un exemple. De faire peur à tous ceux qui sont tentés de relever la tête. Faire peur à ceux qui s'opposent à l'avalanche actuelle de mesures anti-sociales. Faire peur à ceux qui veulent défendre leurs emplois, leurs droits et leur pouvoir d'achat.

Nous n'avons pas peur. Nous sommes des Goodyear.

150 000 personnes ont déjà signé la pétition de soutien sur internet.

Comme partout en France,

**Rassemblement de soutien aux Goodyear
Jeudi 4 février à 16H30 Sous-préfecture de Montbéliard**

